RÉFORME INSTITUTIONNELLE DE L'UNION AFRICAINE

PROJET DE TERMES DE RÉFÉRENCE POUR LE RECRUTEMENT D'EXPERTS AFRICAINS INDEPENDANTS POUR L'ÉLABORATION DES PROPOSITIONS DE RESTRUCTURATION DES BUREAUX DE REPRÉSENTATION PERMANENTE DE L'UNION AFRICAINE, CONFORMÉMENT À LA DÉCISION Assembly/AU/Dec.635 (XXVIII), Assembly Decision Ext/Assembly/AU/Dec.1 (XI) and Assembly /AU/Dec.798 (XXXIV) DE LA CONFÉRENCE APP No. AUC/BCP/C/003

Vision: Une Afrique intégrée, prospère et en paix, soutenue et pilotée par ses propres citoyens et représentant une force dynamique sur la scène mondiale.

Mission: Une institution efficace, qui ajoute de la valeur, et qui pilote le processus d'intégration et de développement de l'Afrique en étroite collaboration avec les États membres de l'Union africaine, les Communautés économiques régionales et les citoyens africains.

I. CONTEXTE

Programme de réforme institutionnelle de l'UA

1. La décision de la Conférence de l'UA de janvier 2017, Assembly/AU/Dec.635(XXVIII), sur *la réforme institutionnelle de l'Union africaine (UA)* définit un programme de réforme complet de l'UA qui a pour objectif de repositionner de manière fondamentale l'organisation afin qu'elle puisse répondre aux besoins évolutifs de ses États membres et ceux du continent. Il identifie les priorités pertinentes en matière de réforme ci-après :
 - Mise en œuvre des priorités principales d'envergure continentale ;
 - Réalignement des institutions de l'Union africaine afin de mettre en œuvre ces priorités;
 - Établissement de liens entre l'Union africaine et ses citoyens;
 - Gestion efficace et efficiente des activités de l'Union africaine aux niveaux politique et opérationnel;
 - Financement de l'Union africaine de manière durable, tout en assurant la pleine appropriation du processus de financement par les États membres.

Réalignement des institutions de l'Union africaine sur ces priorités

2. Le rapport de janvier 2017 intitulé : *Bâtir une Union africaine plus pertinente* a identifié quatre défis majeurs que l'Union africaine (UA) doit relever:
 - L'UA est très fragmentée avec beaucoup de domaines prioritaires;
 - La structure complexe et le manque de capacités de gestion de l'UA conduisent à des méthodes de travail inefficaces, à la prise de mauvaises décisions et à un manque d'obligation de rendre compte ;
 - L'UA n'est ni financièrement indépendante ni autonome. Elle dépend plutôt, en grande partie, du financement, notamment de ses partenaires;
 - Il existe un manque de coordination entre l'Union africaine et les Communautés économiques régionales (CER).
3. Afin de relever les défis susmentionnés, le rapport a formulé deux recommandations pertinentes qui ont été adoptées par la Conférence de l'UA :
 - Premièrement, le programme de l'UA doit s'articuler autour d'un nombre réduit de domaines prioritaires, qui sont par nature d'envergure continentale, comme les affaires politiques, la paix et la sécurité, l'intégration économique (y compris la Zone de libre-échange continentale), ainsi que la représentation et la voix de l'Afrique sur la scène mondiale.
 - Deuxièmement, il faut définir clairement la division du travail entre l'Union africaine, les CER, les Mécanismes régionaux, les États membres et les institutions continentales.
4. Fort de ce qui précède, la Conférence a également décidé de réaligner les institutions de l'UA afin de répondre à ces priorités et a entrepris de réviser et d'actualiser le mandat et la structure des principaux organes et institutions.

II. PORTÉE

5. Sous la supervision de l'Unité de mise en œuvre de la réforme institutionnelle de l'UA, cette mission sera axée sur l'élaboration de projets de propositions dans le cadre de la restructuration des Bureaux de représentation de l'UA sur la base d'une évaluation de leurs mandats, de leur pertinence et de leur efficacité.
6. La présente mission couvrira les Bureaux de représentation de l'UA annexés au présent document avec leur adresse électronique.
7. Deux experts seront recrutés pour mener à bien cette mission, l'un disposant d'une solide expérience technique dans les questions liées aux mandats et aux fonctions, et l'autre d'une solide expérience dans la gestion des ressources humaines et/ou dans les sciences de l'organisation, notamment les questions liées à la structure et aux besoins en dotation en personnel.

III. OBJECTIFS

8. Les experts indépendants africains qui seront recrutés doivent travailler en étroite collaboration avec l'Unité chargée des réformes de l'UA, et donner les résultats attendus ci-après :
 - a) Procéder à l'examen des mandats, de la pertinence et de l'efficacité des agences techniques spécialisées de l'UA ;
 - b) formuler des recommandations sur les mandats, les fonctions, la pertinence et l'efficacité des agences techniques spécialisées de l'UA ;
 - c) Vu ce qui précède, les experts doivent élaborer des propositions relatives aux structures et à la dotation en personnel des agences techniques spécialisées de l'UA, notamment un budget et un plan de mise en œuvre ;
9. Les experts doivent travailler en étroite collaboration avec les principales parties prenantes afin d'assurer l'adhésion nécessaire aux recommandations afin qu'elles soient effectivement adoptées et mises en œuvre, conformément à l'intention.

IV. QUALIFICATIONS ET EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLES REQUISES

10. L'expert principal doit posséder les qualifications ci-après :
 - a) être titulaire au moins d'un diplôme de Master en droit, sciences politiques, diplomatie, relations internationales, économie, administration publique ou tout autre domaine connexe d'un établissement d'enseignement supérieur reconnu, et être hautement qualifié dans son domaine d'expertise. Un doctorat dans l'une des disciplines ci-dessus constituera un avantage supplémentaire.
11. L'expert principal doit avoir les compétences, l'expérience et le profil ci-après :
 - a) une connaissance approfondie de l'Union africaine et des institutions africaines afin d'assurer l'exécution rapide du projet ;
 - b) une connaissance approfondie de la diplomatie bilatérale et multilatérale ;
 - c) être basé en Afrique et avoir une vaste expérience de l'Afrique ;
 - d) au moins 10 ans de connaissances et d'expérience approfondie dans le domaine d'expertise indiqués ci-dessus ;
 - e) une connaissance et une expérience approfondie d'au moins 10 ans dans l'appui aux processus techniques et d'évaluations fonctionnelles

acquises auprès de gouvernements africains, d'organisations internationales, intergouvernementales ou régionales ;

- f) excellentes aptitudes pour la rédaction et l'analyse de données, la synthèse des informations complexes et la production des infographies;
- g) compétences linguistiques - les experts doivent maîtriser au moins deux langues officielles de l'UA.

12. L'expert clé numéro deux doit posséder les qualifications ci-après :

- être titulaire au moins d'un diplôme de Master en ressources humaines (RH), en gestion et en sciences de l'organisation ou tout autre domaine connexe d'un établissement d'enseignement supérieur reconnu et être hautement qualifié dans son domaine d'expertise. Un doctorat dans l'une des disciplines ci-dessus constituera un avantage supplémentaire.

13. L'expert clé numéro deux doit avoir les compétences, l'expérience et le profil ci-après :

- a. Au moins 10 ans d'expérience dans la restructuration institutionnelle à un niveau élevé, la gestion du changement et la gestion de projets dans des institutions similaires ;
- b. une expérience avérée dans la restructuration institutionnelle et dans la gestion du changement acquise auprès de grandes organisations, notamment des organisations intergouvernementales et internationales publiques. Une riche expérience dans la gestion du changement, avec un accent particulier sur le changement de culture et le développement des capacités organisationnelles constituent un avantage considérable ;
- c. avoir au moins 10 ans d'expérience dans le domaine des ressources humaines, de la gestion du changement, de l'administration, de la planification stratégique et/ou dans des domaines connexes ;
- d. connaissance et expérience approfondies d'au moins 10 ans dans la réalisation des évaluations des effectifs.
- e. excellentes aptitudes pour la rédaction et l'analyse de données, la synthèse des informations complexes et la production des infographies.
- f. compétences linguistiques – l'expert doit maîtriser au moins deux langues officielles de l'UA.

V. CALENDRIER

14. Cette mission couvrira une période de 60 jours maximum. Une réunion de lancement aura lieu en format virtuel dans la première semaine de la mission, au cours de laquelle il sera convenu d'un plan de travail détaillé et des résultats

spécifiques attendus. La mission doit débuter à la fin du mois de septembre 2021.

VI. RÉSULTATS ATTENDUS

- a. premier résultat attendu: rapport initial présentant un plan de travail détaillé, une méthodologie et des résultats spécifiques attendus;
- b. deuxième résultat attendu: projet de rapport sur le mandat et les fonctions (révision et mise à jour) ;
- c. troisième résultat attendu: projet de rapport sur la structure, les besoins ;
- d. en dotation en personnel, assorti du budget et du plan de mise en œuvre ;
- e. quatrième résultat attendu: projet d'organigrammes ;
- f. cinquième résultat attendu: projet de rapport final assorti de propositions de réforme spécifiques sur les mandats, les fonctions, la structure, les besoins en personnel, notamment le budget et le plan de mise en œuvre ;
- g. sixième résultat attendu: rapport final révisé suite aux observations formulées par les États membres.

VII. REMUNERATION

15. L'Union africaine versera à chaque expert une somme fixe ne dépassant pas vingt-cinq mille (25 000 \$), dans le cadre de cette mission. Ce montant inclut tous les honoraires de l'expert, remboursables et tous les bénéfices ainsi que toutes les obligations qui peuvent être imposées à l'expert par la législation fiscale.

VIII. CRITERES D'EVALUATION

Critères	Maximum des points
Formation et qualifications générales	20%
Expérience liée à la mission	50%
Compréhension de la mission et de la méthodologie	20%
Langues de travail de l'UA	10%
Total	100%

IX. LIEU D'AFFECTION:

16. Les experts doivent travailler depuis leur lieu de résidence respectif, sauf décision contraire.

X. CALENDRIER DE PAIEMENT

Variables	Versement (pourcentage)	
premier résultat attendu: sur présentation du rapport initial, décrivant le plan de travail détaillé, la méthodologie et le résultat spécifique attendu	20% - premier versement	
deuxième, troisième, quatrième et cinquième résultats spécifiques attendus qui incluent un projet de rapport sur le mandat et les fonctions, un projet de rapport sur la structure, les besoins en dotation en personnel, assortis du budget et du plan de mise en œuvre, un projet de rapport sur les organigrammes et les rapports issus du projet.	50% - deuxième versement	
sixième résultat attendu: rapport final révisé suite aux observations formulées par les États membres.	30 % - dernier versement	
Total	100%	

De plus amples renseignements peuvent être obtenus à l'adresse ci-dessous pendant les heures de bureau de 8 h à 13 h et de 14 h à 17 h, heure locale.

La proposition doit être livrée par écrit à l'adresse ci-dessous au plus tard à 15 h, heure locale (d'Éthiopie), le 1er octobre 2021.

Commission de l'Union africaine
 Responsable de la Division Achats, Voyages et Magasins
 Bâtiment C, salle 327
 BP 3243
 Rue Roosevelt
 Addis-Abeba, Éthiopie
 Tél : +251 (0) 11 551 7700
 Télécopieur : +251 (0) 11 551 0442 ; +251 11-551-0430
 Courriel : tender@africa-union.org et
selamn@africa-union.org

S'il vous plaît soumettez aux deux e-mails